

qui traite de cette question. Nous n'avions pas même abaissé les droits qu'on prétendait vouloir maintenant rehausser.

Le pire, monsieur le Président, c'est que ce projet de loi C-111 que nous avons ainsi torpillé offrait la possibilité encourageante d'établir, non pas seulement avec les États-Unis, mais également avec le Japon un marché libre tripartite des pièces d'ordinateurs et des semi-conducteurs. Je n'aurais jamais cru que le gouvernement, non seulement se nuirait à lui-même mais indisposerait aussi les Japonais avec ces droits sur les pièces d'ordinateurs. Pourtant, nous avons vérifié ce matin et la décision annoncée hier ne vise pas seulement les États-Unis mais aussi le Japon. D'un coup de crayon, dans une nouvelle démonstration de sa totale incompétence, le gouvernement a mis en pièces un magnifique accord sectoriel de libre-échange entre le Japon, le Canada et les É.-U. dans un secteur clé de la haute technologie. Il s'agit là de représailles stupides et irréflechies qui tendent à la perte du pays plutôt qu'à son développement.

• (1250)

Ce matin, je parlais à des dirigeants de grandes entreprises nationales de fabrication et d'importation d'ordinateurs. Ils m'ont fait savoir sans détour ce qu'ils pensaient des représailles du gouvernement. Le président de l'Association des manufacturiers d'équipement électronique soutenait que cette mesure ferait aussi mal aux Canadiens qu'aux Américains. Elle aura des conséquences néfastes sur le Canada. Il n'y a eu aucune consultation préalable de l'industrie. Rien, on n'a demandé l'avis de personne. Le président de l'Association canadienne des fabricants d'équipement de bureau affirmait pour sa part que c'est à nous mêmes que nous nuisions. Dans ce secteur le libre-échange fonctionnait très bien. Cette mesure est une régression. Quant à elle, la *Canadian Association for Higher Technology* insistait sur le tort causé à l'industrie et sur le fait que cette mesure fera augmenter les frais de tous ceux qui utilisent les techniques informatiques. Ce sont les techniques dont nous avons besoin pour devenir un pays productif et efficace d'envergure mondiale qui sont frappées. Pourtant, le gouvernement, par une mesure irréflechie et bête a détruit un pacte conclu entre les États-Unis, le Japon et le Canada, ce qui, en dernier ressort, nuira à tous les Canadiens.

Je soutiens à la Chambre que la chose à faire pour remettre notre pays sur la bonne voie consiste d'abord à tâcher de régler les problèmes réels qui se posent à nous: par exemple celui du bois tendre qui menace, comme peut nous le confirmer le ministre d'État chargé des Forêts (M. Merrithew), 40,000 emplois en Colombie-Britannique; des problèmes comme ceux qui menacent l'industrie du poisson de l'est du Canada et les problèmes qui se posent aux producteurs d'acier de l'ouest du Canada comme IPSCO.

Occupons-nous directement de ces problèmes et faisons-en l'objet de négociations. Mettons sur pied un dispositif de règlement des conflits qui puisse agir comme un système d'alerte avancée pour nous prévenir des problèmes qui s'annoncent, afin que les deux parties puissent tâcher de les régler. Nous pouvons les dépolitiser de sorte qu'ils n'exploient pas sur le parquet de la Chambre des communes et ne nous entraînent

### Les subsides

pas dans le genre de discours incroyables que nous avons tous entendus vendredi dernier.

En conclusion, monsieur le Président, il faut nous servir de l'instrument qui a déjà donné de si bons résultats pour notre pays, à savoir l'Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce. Il faut faire tous les efforts possibles dans le cadre de ce système pour contrer le recours agressif des Américains aux subventions et aux droits compensateurs qui nous font du tort non seulement à nous mais aux pays de toutes les parties du monde. Les Américains nous ont dit que nous ne pouvions l'emporter dans ce conflit sur une base bilatérale. Si nous nous y prenons dans le cadre du GATT, avec des alliés qui sont puissants et ne ménagent pas leur appui, nous avons une chance de remporter la lutte pour obtenir des exemptions contre le recours agressif des Américains aux droits compensateurs qui causent tant de tort à notre pays à l'heure actuelle.

Nous, de notre parti, à l'instar d'un très grand nombre de Canadiens, ne voulons pas faire partie d'une espèce de superforteresse Amérique. Nous voulons appartenir à notre propre pays. Nous voulons avoir d'excellentes relations commerciales avec les États-Unis. Nous y arriverons non pas au moyen d'un libre-échange généralisé qui nous absorbera à l'intérieur d'une superforteresse Amérique, mais en nous attaquant aux problèmes existants et en bâtissant pour nous-mêmes l'indépendance dont nous avons besoin pour nous tailler une place dans l'économie internationale.

**Le président suppléant (M. Charest):** Questions ou commentaires.

**M. Cook:** Monsieur le Président, le député d'Essex—Windsor (M. Langdon) a fait un beau discours verbeux qui n'a vraiment pas apporté grand chose au débat. Je suis outré de voir l'Opposition faire preuve de sectarisme sous prétexte de se soucier de l'avenir de notre pays. C'est ce qu'elle fait, elle en profite pour faire de la politiciaillerie. L'avenir de notre pays réside dans une amélioration des relations commerciales avec les États-Unis et pas dans le libre-échange. Le député exprime le désir de lire tous les rapports secrets que le gouvernement a préparés en vue de ces négociations. Il n'a jamais joué au poker, de toute évidence. C'est comme s'il nous demandait de jouer au poker en montrant nos cartes alors que tous les autres joueurs cachent les leurs. Nous refusons de lui donner toutes les informations et tous les détails d'ordre économique pour une raison toute simple. Le député veut faire son petit numéro et faire de la politiciaillerie. Il se fiche pas mal d'améliorer les perspectives d'avenir de notre pays en resserrant nos relations commerciales. C'est le but de ces négociations et il le sait, même s'il ne veut pas l'admettre.

Le député a fait certaines observations sur l'expansion de l'économie américaine. Je dois lui signaler certains faits. L'ouest du Canada ne pouvait pas trouver de capitaux pour mettre ses ressources pétrolières en valeur. L'argent est venu du Texas et de l'Oklahoma. Il est temps d'apprécier les Américains, de leur dire comme ils ont été bons pour nous au cours des années, car ils l'ont été. Les capitaux américains ont favorisé le développement de notre pays dans une large mesure et vont continuer de le faire.